

Dans les camps syriens, le spectre d'un "Guantánamo européen"

lundi 14 décembre 2020, par [LOYD Anthony](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2020).

Des centaines de femmes et d'enfants originaires du Royaume-Uni, de France et de Belgique se voient retenus, depuis la chute de l'État islamique, dans des conditions inhumaines. Pour ce journaliste de guerre britannique, qui s'est rendu dans l'une des structures gérées par les Forces démocratiques syriennes, le refus des Européens de rapatrier leurs ressortissants apporte de l'eau au moulin des propagandistes islamistes et crée les conditions d'une radicalisation des plus jeunes.

Les enfants qui tombent malades et qui meurent sont enterrés dans des tombes creusées à la hâte à l'extérieur de l'enceinte. Victimes d'infections pulmonaires, de malnutrition grave ou de diarrhée chronique, certains d'entre eux gisent sous le sable du désert, sous des petits bouts de moellon qui ne portent même pas leur nom : des petits Européens, Asiatiques, Africains ou Arabes, étendus côte à côte, anonymes, dans la plaine venteuse d'Hassaké. D'autres sont mis en terre sans même un caillou en guise de pierre tombale : ils sont des centaines, oblitérés des mémoires, loin de leur patrie.

Dans l'enceinte du camp d'Al-Hol, ils forment des bandes, livrés à eux-mêmes au milieu des tentes loqueteuses et des amoncellements de déchets : des petits bonshommes à la Dickens, avec leurs cheveux en bataille, leur corps malingre et leurs yeux qui brillent, la peau parcheminée par la malnutrition, faute de fruits et de légumes frais.

"Je n'ai jamais demandé à être amené en Syrie"

Tous les ingrédients d'une poudrière sont réunis et, faute d'encadrement, ces bandes d'enfants se battent ou s'amusent à jeter des pierres sur les gardes armés. Les plus âgés, à qui les écoles de l'[État islamique](#) (EI) ont inculqué la malveillance à l'époque du califat, s'en prennent parfois aux plus jeunes, allant jusqu'à les agresser sexuellement. S'ils se font prendre, les coupables sont battus à coups de barre de fer. Les possibilités de s'instruire sont rares, les traumatismes psychologiques monnaie courante et les programmes de déradicalisation inexistantes. Le sentiment qui prévaut est l'abandon, et ceux qui ont l'âge d'avoir des souvenirs du pays auraient préféré ne jamais être amenés en [Syrie](#)...

"Je n'ai jamais demandé à être ici et je n'ai pas envie d'y être", me confessait le mois dernier un petit Français de 13 ans dont nous ne pouvons pas dire le nom pour des raisons de sécurité. "Je veux rentrer chez moi, à Paris, pour voir ma grand-mère et jouer au foot. Mais nos pays ne nous donnent pas l'autorisation."

L'Europe exhortée à rapatrier ses ressortissants

Le sort de ces enfants et de leurs mères, condamnés par leur pays d'origine à une existence carcérale dans le nord-est de la Syrie alors qu'ils n'ont commis aucun crime, a déclenché un feu roulant de critiques dénonçant les politiques de l'Europe et du Royaume-Uni à l'égard de leurs

ressortissants partis vivre dans le califat.

Le haut-commandement de la coalition anti-EI, les représentants du ministère américain de la Justice, les autorités kurdes qui administrent les camps, les associations de défense des droits humains, les organismes caritatifs, tous exhortent le Royaume-Uni et l'Europe à rapatrier ces femmes et ces enfants, rappelant que ces camps remplument davantage l'État islamique qu'ils ne contiennent sa menace.

Les généraux en chef américains figurent parmi les critiques les plus virulents. *“À moins que la communauté internationale ne trouve le moyen de rapatrier ces personnes, de les réinsérer dans la société et de financer des programmes de réconciliation locaux pour les aider... nous allons au-devant d'un problème considérable dans dix ans, une fois que ces jeunes seront radicalisés”*, mettait en garde la semaine dernière le général Frank McKenzie, chef du Commandement central des États-Unis (Centcom), qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient. *“Si on ne s'en occupe pas maintenant, on ne viendra jamais vraiment à bout de l'État islamique.”*

Un millier d'Européens répartis dans deux camps

Depuis [la défaite de l'État islamique à Baghouz](#), en mars dernier, pas moins de 13 500 femmes et enfants issus de familles affiliées à l'État islamique, dont un millier d'Européens, sont retenus par la coalition des Forces démocratiques syriennes (FDS), aux côtés de ressortissants irakiens et syriens, dans deux camps d'internement situés dans le nord de la Syrie : Al-Hol et Roj. Plus de 8 000 d'entre eux sont des enfants, pour la plupart âgés de moins de cinq ans.

À Al-Hol, où se trouvent quelque 65 000 femmes et enfants, dont des Syriens et des Irakiens, 371 enfants sont morts l'année dernière. Quatre-vingts autres sont décédés pendant les huit premiers mois de 2020, avant même l'arrivée de l'hiver.

Du grain à moudre pour les propagandistes de l'EI

Ces conditions de vie déplorables et le calvaire atroce de ces enfants donnent du grain à moudre aux propagandistes de l'État islamique, qui ont fait de ces deux camps l'axe central d'une nouvelle campagne de recrutement et de levée de fonds, espérant ainsi reconstituer la base de l'organisation grâce à cette génération répudiée par son pays d'origine.

“Al-Hol, berceau du nouveau califat”, proclame ainsi, au-dessus d'une photo du camp, un groupe que l'on pense dirigé par des femmes britanniques, les Caged Pearls (“Cages à perles”), qui lève des fonds pour le califat sur son compte Instagram. Sur d'autres publications recensées sur les comptes de l'État islamique sur les réseaux sociaux par les analystes américains du Centre international d'études sur l'extrémisme violent, les Caged Pearls appellent les enfants d'Al-Hol *“nos mini-moudjahidin”*. L'un [de leurs posts] montre un dessin de pistolet accompagné de la légende : *“Hâte d'être au jour où l'on pourra reprendre les armes.”*

“Selon la description qu'en fait l'État islamique, les camps syriens sont tenus par des oppresseurs qui retiennent des femmes et des enfants prisonniers, commente Molly Ellenberg, une chercheuse du centre. C'est leur mode de propagande : des croyants retenus prisonniers, opprimés, qu'il faut sauver. Si ces posts ont tant d'influence, c'est parce qu'ils appellent à soutenir une cause qui semble plus noble que l'État islamique lui-même.”

Les enfants sont les futures munitions des extrémistes

Les conditions de vie qui règnent dans ces camps ont été qualifiées d'*“inhumaines”* par les Nations unies, et le rapport choc d'une ONG influente, Rights and Security International, réclame le

rapatriement immédiat des femmes et des enfants d'origine étrangère qui y sont retenus. Ce rapport [publié le 25 novembre dernier] accuse le gouvernement britannique et d'autres pays européens d'avoir créé, avec ces deux centres de détention, un "Guantánamo européen" où des femmes et des enfants britanniques, accusés de soutenir l'État islamique, sont détenus sans inculpation ni procès.

Le rapport relève qu'on dénombre plus d'enfants européens à Al-Hol et Roj que toute la population d'hommes majeurs à Guantánamo au plus fort de la vague d'incarcérations, et que la plupart sont des enfants de moins de cinq ans qui n'ont légalement aucun droit et vivent dans des conditions épouvantables.

Faute de programme de déradicalisation et de connaissance du monde en dehors de la crasse, de la maladie, des privations et de la violence, ces petits Britanniques et ces petits Européens coincés dans les camps avec leurs mères ont un avenir cousu de fil blanc : ils sont les futures munitions des extrémistes.

Un risque pour la sûreté nationale

Il y a peu de ressortissants britanniques dans les camps. D'après les chiffres recueillis par le *Times* auprès des organismes caritatifs, des avocats, des registres publics et des responsables des structures en question, les camps n'hébergeraient que 50 Britanniques, dont 15 femmes et 35 enfants.

Le Royaume-Uni justifie les mesures de déchéance de nationalité et de non-rapatriement au titre de sa politique de "tolérance zéro" à l'égard des terroristes, [le symbole de cette politique étant l'opposition de Londres au retour de Shamima Begum](#), une Londonienne de 21 ans dont le cas fait l'objet d'une audience à la Cour suprême cette semaine.

Or, les informations recueillies sur le terrain, en Syrie, montrent que la politique britannique et européenne fragilise la sûreté nationale davantage qu'elle ne la renforce, et cette politique de détention de femmes et d'enfants à l'étranger joue un rôle central dans la renaissance de l'État islamique en attisant un sentiment d'injustice qui est le ferment des organisations terroristes islamistes depuis la transformation de Guantánamo en centre de détention par les Américains en 2002.

Des agents européens se rendent régulièrement sur place

"Nous n'avons plus les moyens de contrôler ce qui se passe à Al-Hol", soupire Abdelkarim Omar, responsable des relations extérieures au sein du bureau (sous-direction kurde) qui supervise les camps d'Al-Hol et de Roj. "Les pays européens ont commis une grave erreur en laissant leurs femmes et leurs enfants ici."

Londres a bien rapatrié une poignée d'orphelins britanniques, mais tout en martelant qu'il était trop dangereux d'envoyer des agents en Syrie pour rapatrier d'autres ressortissants britanniques - une affirmation qui laisse les Américains perplexes. Partenaires de premier plan des FDS, l'armée et le renseignement britanniques sont en contact régulier avec les administrateurs des camps et, le mois dernier, une équipe de six membres des forces spéciales britanniques a été vue au camp de Roj, échangeant avec des agents administratifs kurdes près de l'entrée principale. Des membres des renseignements suédois, français et allemands se rendent également régulièrement dans les camps pour y interroger des détenus.

"Une responsabilité morale"

Les représentants du ministère américain de la Justice qui ont rapatrié les 27 Américains, dont 15

enfants, des prisons et des camps administrés par les FDS font monter leurs ressortissants directement dans des avions pour leur faire quitter la Syrie. Dix détenus majeurs, dont une femme, ont été inculpés.

“J’estime qu’il est de notre responsabilité morale de récupérer les ressortissants qui étaient partis rejoindre l’État islamique”, expliquait [à la mi-novembre] au Times John Demers, procureur général adjoint chargé de la sûreté nationale des États-Unis. *“Concernant ceux qui représentent une menace, cette menace doit être neutralisée. En revanche, ceux qui ne représentent pas une menace, comme les enfants, doivent être rapatriés et placés dans des endroits où ils pourront se réacclimater à la vie dans une démocratie libérale. Si on les laisse là-bas, dans les camps, ils ont toutes les chances de baigner dans un climat de radicalisation.”*

Pour lutter contre la surpopulation au camp d’Al-Hol - “le Marécage” en arabe - les FDS viennent de déplacer certaines familles affiliées à l’État islamique dans le camp de Roj, plus organisé, où sont détenus 4 000 autres femmes et enfants. Des centaines de familles syriennes ont été amnistiées et relâchées.

Un système de paiement informel pour contrer la malnutrition

Mais, même à Roj, où se trouvent la majorité des enfants britanniques détenus, la malnutrition et les traumatismes psychologiques non traités sont monnaie courante. Certaines nationalités s’y servent d’un système de paiement informel pour lutter contre la malnutrition en complétant les rations avec des fruits et des légumes frais. Les détenus européens, dont les familles au pays seraient poursuivies au titre des lois antiterroristes si elles faisaient parvenir de l’argent en Syrie, n’ont pas cette possibilité, et les cas de malnutrition chronique sont fréquents chez les enfants.

L’ironie veut que les détenus qui restent dans le camp de Roj soient ceux qui ont le moins de connexions avec l’État islamique, ou ceux qui, comme Shamima Begum, se sont fait connaître et ont demandé à être rapatriés et présentés aux autorités. Les éléments les plus radicaux se sont pour la plupart évadés.

Des agents français ont confirmé que leurs services de renseignement étaient sur les traces d’Hayat Boumeddiene, qui figure parmi les terroristes les plus recherchés de l’Hexagone et dont le conjoint, Amedy Coulibaly, faisait partie des auteurs des attentats de Paris en janvier 2015. Selon des informations plausibles, elle pourrait faire partie des 13 djihadistes françaises qui se sont évadées d’Al-Hol.

Les États-Unis en ont assez de payer

Au moins 750 femmes et enfants liés à l’État islamique, dont des Français, des Allemands et des Belges, se sont échappés d’un troisième camp, celui d’Aïn Issa, en octobre dernier, à la faveur de l’offensive turque sur le territoire kurde. Certains se sont évanouis dans la nature, tandis que d’autres, comme Tooba Gondal, 26 ans, de Walthamstow [dans le nord-ouest de Londres], et Lisa Smith, une ancienne militaire irlandaise de 40 ans, ont atterri respectivement à Paris et Dublin via la Turquie, au vu et au su des autorités.

Des hauts responsables du gouvernement américain sortant, dont le secrétaire d’État Mike Pompeo, ont d’ores et déjà prévenu le Royaume-Uni et les pays européens que les États-Unis en avaient assez d’assumer le budget Sécurité des camps syriens - d’autant que ceux-ci ne retiennent plus de ressortissants américains. Il est peu probable que la future administration Biden soit d’un autre avis.

“L’Europe devrait se rendre compte que, le jour où ces gens-là sortiront des camps - des enfants qui ont grandi dans la radicalisation et dans le ressentiment contre leurs conditions de détention, contre

la mort d'un père dans une frappe aérienne -, ils pourront arriver beaucoup plus vite en Europe qu'aux États-Unis", prévient John Demers.

[Lire l'article original](#)

Anthony Loyd

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/reportage-dans-les-camps-syriens-le-spectre-dun-guantanamo-europeen>